

Questions orales

[Français]

LE BIEN-ÊTRE SOCIAL**LE PROGRAMME D'ALLOCATION AU CONJOINT—LA POSITION DU GOUVERNEMENT**

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre.

Monsieur le premier ministre, suite aux réponses que vous avez données tantôt au député du Nouveau parti démocratique et à mon collègue concernant l'entrevue du ministre des Finances en ce qui concerne les programmes sociaux, vous avez bien mentionné que votre gouvernement est intéressé à aider les personnes dans le besoin, principalement les personnes du troisième âge qui sont dans le besoin.

M. le Président: A l'ordre!

Des voix: La question!

M. Malépart: Est-ce que le premier ministre peut me dire s'il a changé sa décision et que sa réponse veut dire que maintenant les 80,000 personnes qui sont célibataires, séparées ou divorcées seront aidées par le programme d'allocations au conjoint?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, oui mais il n'y a pas eu de question. C'est une affirmation de la part... Il n'y a aucune question. Et je me proposerais peut-être de continuer ma réponse à la question de mon bon ami de London-Ouest.

[Traduction]

J'aimerais en savoir un peu plus au sujet de l'aéroport de London, en Ontario.

Des voix: Bravo!

M. le Président: A l'ordre. Le premier ministre devrait demander au ministre des Transports de faire une déclaration au sujet de l'aéroport de London, à l'appel des déclarations des ministres.

Des voix: Oh, oh!

[Français]

M. Malépart: Monsieur le Président, je pense que le premier ministre ne veut pas assumer ses responsabilités.

La question est bien simple...

M. le Président: A l'ordre!

Une voix: Assois-toi!

M. le Président: A l'ordre! L'honorable député a une question à poser et je présume que la Chambre est prête à l'écouter.

M. Malépart: Le premier ministre peut-il nous dire s'il a changé de décision et que son gouvernement aidera, dorénavant, les 80,000 personnes du troisième âge, soit les célibataires, les séparées, les divorcées, grâce au Programme d'allocation au conjoint?

M. Mulroney: Monsieur le Président, nous allons aider des personnes dans notre société qui ont été négligées par le gouvernement antérieur. Le ministre des Finances a clairement indiqué dans son discours qu'elles méritaient une attention particulière de la part du gouvernement. Nous allons les aider sans hésitation et sans équivoque.

[Traduction]

L'AGRICULTURE**LES AGRICULTEURS DU NORD-EST DE LA SASKATCHEWAN—L'AIDE AUX VICTIMES DE L'INONDATION**

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il y a quatre ou cinq semaines, à la Chambre, il déclarait que le Conseil du Trésor envisagerait d'aider les agriculteurs du nord-est de la Saskatchewan qui ont été inondés au cours de l'été. Le ministre a-t-il eu gain de cause auprès du Conseil du Trésor? Y aura-t-il une aide pour ces agriculteurs et pourquoi les choses traînent-elles en longueur?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je peux comprendre l'intérêt du député pour cette question. Je ne pense pas avoir fait ma déclaration il y a quatre ou cinq semaines, mais je voudrais néanmoins le rassurer. Nous avons terminé les calculs sur les compensations à verser aux agriculteurs de la Saskatchewan et du Manitoba. Nous en sommes au stade final de l'évaluation de compensations similaires pour le Québec. J'espère pouvoir, dans les prochains jours, faire une déclaration au sujet de ces deux situations.

LA CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, lors de la campagne électorale, le parti du ministre a promis qu'il verserait deux dollars pour chaque dollar versé par le gouvernement provincial. Peut-il garantir à la Chambre que cette promesse sera respectée?

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Pas tout à fait pour l'instant, monsieur le Président.

* * *

L'ENVIRONNEMENT**LE SERVICE CANADIEN DE LA FAUNE—LES EMPLOYÉS DE LA STATION DE BIOLOGIE ARCTIQUE**

M. Jim Fulton (Skeena): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Comme il le sait, la Station de biologie arctique de Sainte-Anne-de-Bellevue doit être fermée par suite de compressions budgétaires affectant le ministère des Pêches et Océans. Pourquoi le personnel de son cabinet a-t-il maintenant demandé à tous ceux qui y travaillent de s'abstenir de faire le moindre commentaire aux médias, au public, aux députés ou à quelque autre représentant du gouvernement que ce soit?

● (1500)

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne suis pas au courant d'une telle directive. C'est probablement tout à fait inexact car je puis assurer à mon hon. collègue que cela ne concorderait pas du tout avec ce que je pense et avec la volonté du gouvernement. Nous voulons en effet que le public soit parfaitement informé de la politique du gouvernement.